DEPARTEMENT FEDERAL DE L'INTERIEUR

Projet de loi fédérale sur les musées et les collections de la Confédération

(Loi sur les musées et les collections; LMC)

Rapport sur les résultats de la procédure de consultation

Contenu

1	Exposé de la situation	3
2	Procédure de consultation et concept d'évaluation	4
2.1	Procédure d'évaluation	4
2.2	Principes d'évaluation	4
3	Résumé des résultats	5
4	Remarques concernant les principaux domaines	6
4.1	Norme énonçant les buts et les tâches des musées et des collections de la Confédération	6
4.2	Autonomisation de l'actuel groupe MUSEE SUISSE	7
4.3	Musées et collections de l'OFC	8
4.4	Financement des musées et collections de tiers	9
5	Autres suggestions et remarques	10
6	Annexe	11
6.1	Destinataires de la consultation	11
6.2	Tableau statistique	14

1 Exposé de la situation

La Confédération gère actuellement 15 musées et possède de nombreuses collections de biens culturels meubles. Ces différents musées et collections fonctionnent dans une large mesure indépendamment les uns des autres. Leur coordination est inexistante ; de même la Confédération n'a pas défini les objectifs qu'elle entend atteindre à travers eux. La loi fédérale sur les musées et les collections de la Confédération (loi sur les musées et collections, LMC) changera cet état de choses. Elle les fédère autour d'objectifs communs et leur assigne un mandat cohérent. A l'aide de ces instruments, le Conseil fédéral entend mieux harmoniser entre elles les activités que la Confédération exerce dans le domaine des musées et poser les fondements d'une politique globale à laquelle tous les musées et collections de la Confédération auront à se conformer.

En plus de définir pour la première fois la politique fédérale en matière de musées, le projet contient d'importantes innovations structurelles. Le groupe MUSÉE SUISSE actuel, formé du Musée national de Zurich, du Château de Prangins et de six autres musées, sera dans un premier temps rendu autonome sous la forme d'un établissement de droit public. Il sera ensuite redimensionné.

2 Procédure de consultation et concept d'évaluation

2.1 Procédure d'évaluation

Dans un courrier du 10 avril 2007, le chef du département a invité les milieux intéressés à donner leur avis sur le projet de LMC et sur le rapport explicatif correspondant. Le délai de dépôt des avis était fixé au 9 juillet 2007.

Ont été consultés les 26 gouvernements cantonaux, 16 partis politiques, 3 organisations intercommunales et intercantionales, 8 organisations économiques et 6 autres organisations et milieux intéressés. 60 destinataires ont été invités à donner leur avis.

53 prises de position nous sont parvenues, y compris les avis spontanés. Ont notamment pris position 25 cantons, tous les grands partis (*PDC, PRD, PSS, UDC et Les Verts*), 1 organisation économique (*USS*), 3 organisations intercantionales et intercommunales (*ACS, UVS et SAB*) ainsi que 5 autres organisations intéressées. Pour plus de détails, on se reportera à la liste des participants à la consultation et au tableau statistique ci-annexés.

2.2 Principes d'évaluation

Etant donné le très large éventail de réponses reçues, l'évaluation se focalise sur les points importants le plus souvent évoqués. Il eut été impossible d'énumérer par le menu toutes les raisons et tous les arguments invoqués sans que cela nuise à la clarté du rapport. L'évaluation a été guidée par le souci de restituer les principaux avis sous une forme synthétique sans pour autant en déformer le contenu. Pour plus de détails, nous vous renvoyons aux prises de position elles-mêmes, qui peuvent être consultées à l'Office fédéral de la culture (OFC).

3 Résumé des résultats

Dans leur très grande majorité, les milieux consultés saluent sans réserve le projet de LMC ou en approuvent tout au moins le principe :

- Ils estiment généralement indispensable et judicieux de donner plus de cohérence à la gestion des musées et des collections de la Confédération.
- La proposition de rendre autonome l'actuel groupe MUSEE SUISSE sous la forme d'un établissement de droit public fait pratiquement l'unanimité, de même que le choix des musées appelés à composer cette nouvelle institution.

Par contre, certaines critiques ont été formulées concernant les points essentiels suivants:

- Tout en saluant la volonté d'harmoniser la gestion des musées et des collections de la Confédération, de nombreux participants à la consultation estiment que la disposition énonçant les objectifs est trop floue, de même que la définition des tâches des musées et des collections de la Confédération (art. 2 et 4 du projet de loi). Ils demandent une formulation plus concrète de ces deux dispositions et, pour certains, la création d'instruments d'application.
- La proposition d'externaliser à moyen terme les musées et les collections de l'OFC sous la forme d'une organisation autonome de droit public est jugée irréaliste par les milieux culturels (SSBA et VSK).
- Les cantons de VD et du VS, le PSS et sept autres institutions (parmi lesquelles l'USS et deux associations du personnel) sont opposés à la proposition d'engager le personnel de l'institution sur la base du droit privé.
- La grande majorité des cantons et quelques autres participants à la consultation (*Les Verts, UVS, ZH-S, LU-S, CAS, MAS et CVSC*) demandent que soit créée une disposition qui permettrait de subventionner les musées et les collections de tiers d'importance nationale. Par ailleurs, ces milieux exigent en partie aussi un soutien financier de la Confédération en faveur de projets visant à intensifier la coopération entre musées suisses.

Résumé

	Accord (avec souhaits de modification)	Rejet partiel	Rejet
Gouvernements cantonaux	24	1 (<i>LU</i>)	0
Partis politiques	4	1 (<i>PSS</i>)	0
Communes, villes, régions montagne	2	1	0
Economie	0	1 (<i>USS</i>)	0
Milieux intéressés	4	1 (<i>ssp</i>)	0
Réponses spontanées	11	2 (<i>CAS, SAM, SAB</i>)	1 (<i>Baldinger</i>)
TOTAL	45	7	1

4 Remarques concernant les principaux domaines

4.1 Norme énonçant les buts et les tâches des musées et des collections de la Confédération

Le but de la loi est défini à l'art. 2, qui arrête les principaux objectifs de la politique des musées de la Confédération. Ces objectifs sont les suivants: la sauvegarde du patrimoine culturel (let. a), le positionnement des musées et leur travail de sensibilisation auprès de la population (let. b et c), l'amélioration de la collaboration au sein du paysage muséal suisse (let. d) et le soutien aux musées de tiers (let. e). L'énumération n'est pas exhaustive.

L'art. 4, al. 1, du projet de loi dresse une liste des tâches qui engageront l'ensemble des musées et des collections de la Confédération. L'énumération des tâches se base sur les activités traditionnelles d'un musée ou d'une collection telles qu'elles sont définies dans les statuts du Conseil international des musées (ICOM). Elles se résument, pour simplifier, aux quatre catégories suivantes: collectionner, conserver, étudier et diffuser.

Dans leur grande majorité, les participants à la consultation saluent la volonté d'harmoniser la gestion de l'ensemble des musées et des collections de la Confédération visée à travers les deux dispositions précitées.

Dans de nombreuses prises de position, on déplore le fait que les articles 2 et 4 ne soient pas plus concrets. On juge qu'ils sont formulés en termes trop vagues pour pouvoir atteindre les deux objectifs fixés, à savoir renforcer la coordination entre institutions fédérales d'une part, et intensifier la coopération avec les musées tiers, d'autre part. Divers participants souhaitent non seulement une formulation plus concrète de ces dispositions mais aussi que la loi mentionne expressément des instruments propres à atteindre les objectifs visés.

Cantons: *AG, AI, AR, BE, GR, LU, OW, SO, SG, TG, VS, ZG* et *ZH*.

Partis: *PSS* et *PDC*.

Milieux et organisations intéressées: *ICOM-CH, AMS* et *Suisseculture*.

Prise de position spontanée: *CDIP*.

Hormis les objections à caractère général contre ces deux dispositions, certains participants proposent des adaptations concrètes:

- L'*ACS* et l'*UVS* exigent que l'on mentionne explicitement les trois échelons étatiques à l'art. 2, lettre d.
- Les cantons *UR* et *VD* souhaitent que les apports de compétences des institutions de la Confédération aux autres musées soient gratuits et que l'art. 2, let. e, soit modifié en conséquence.
- L'*ICOM-CH* et l'*AMS* proposent que la formulation de l'art. 4, al. 1 soit plus proche des Statuts de l'ICOM. Par ailleurs, ces deux institutions proposent de préciser certaines modalités à l'art. 2.

4.2 Autonomisation de l'actuel groupe MUSEE SUISSE

La transformation du groupe MUSEE SUISSE en institution de droit public plus autonome et la composition de la future institution (établissements de Zurich, Prangins et Schwyz et Centre des collections d'Affoltern am Albis) emportent l'adhésion de l'ensemble des participants ou presque.

Seul le *PSS* souhaite une composition totalement différente de celle qui est proposée dans le projet de loi. Il propose de maintenir au sein du groupe les neuf unités actuelles (huit musées et le Centre des collections) et d'adjoindre à cette entité devenue autonome les musées et les collections actuellement rattachés à l'OFC (à l'exception du Centre Dürrenmatt et des Archives fédérales des monuments historiques). Selon le *PSS*, la composition devrait être réexaminée après une période d'essai de deux ans et corrigée si nécessaire. Le canton de *ZH* donne son accord de principe à la composition proposée mais souhaiterait que le musée des douanes de Gandria fasse également partie de l'institution.

Seul le *PSS* est opposé au projet de donner au musée le statut d'établissement de droit public. Il préfère une fondation de droit public.

Diverses remarques et suggestions ont été formulées quant aux modalités d'organisation de l'institution de droit public telle qu'elle est définie dans le projet:

- Le canton *AI*, le *PSS* ainsi que la *SSBA* et *ministeredelaculture.ch* préfèrent l'appellation actuelle de « Landesmuseum » et de groupe MUSEE SUISSE à celle de « Schweizerisches Nationalmuseum » qui est proposée.
- Les cantons *AR*, *BE*, *JU*, *SH*, *TH* et *ZG* suggèrent que la nouvelle institution présente l'histoire de la Suisse en mettant davantage l'accent sur les relations internationales (propositions de modifier ou de compléter dans ce sens le libellé de l'art. 7 let. a).
- Les cantons *SH* et *ZH* et la *SSBA* proposent de mieux garantir la marge de manœuvre de la direction par rapport au Conseil du musée, notamment en matière d'expositions, en complétant dans ce sens l'art. 11, al. 4, let. a.
- Les cantons *SZ*, *ZH* et *VD* exigent un siège permanent dans le Conseil du musée. L'*ACS* et l'*UVS* estiment qu'il serait souhaitable que les représentantes et représentants des communes concernées y siègent également. Par contre, le canton du *VS* et le *PSS* souhaitent que la composition du Conseil du musée repose uniquement sur les compétences des candidats et ils rejettent de ce fait le principe des représentations permanentes.
- Les cantons *VS* et *VD* ainsi que le *PSS*, l'*USS*, le *ssp*, l'*ICOM-CH*, l'*AMS*, *Suisse-culture*, la *LMK* et l'*ACC* sont opposés à la proposition d'engager le personnel de l'institution sur la base du droit privé et souhaitent l'établissement de contrats de travail régis par la loi sur le personnel de la Confédération.
- Les cantons *SO* et *ZH* et la *GMS* exigent la suppression de l'art. 24 du projet de loi qui autorise le Conseil fédéral à transférer certains musées et collections à des tiers.
- L'*UDC* et le *PSS* demandent que le Parlement soit associé à la définition des objectifs stratégiques de l'institution.

4.3 Musées et collections de l'OFC

Selon l'art. 23 du projet de loi, les autres musées et collections de la Confédération remplissent le mandat visé à l'art. 4 dans les domaines que le Musée national suisse ne couvre pas. Le rapport explicatif précise qu'en ce qui concerne les musées et collections de l'OFC (notamment le Museo Vela, la collection Oskar Reinhart « Am Römerholz », la collection d'art de la Confédération, la fondation Gottfried Keller et le Centre Dürrenmatt), on essaiera dans le court terme de faire en sorte qu'ils développent une présence active sur le marché, qu'ils intensifient la collaboration entre eux et avec des musées de tiers. Sur le moyen et le long terme, il convient d'étudier la possibilité de les externaliser sous la forme d'une organisation autonome de droit public.

Dans de nombreuses prises de position, on reproche au rapport explicatif un manque de clarté quant à l'avenir des musées ne faisant pas partie du Musée national.

Cantons: BL, GR, SH, TI, UR, VS, ZH.

Parti: PDC.

Milieus et organisations intéressées invitées: ICOM-CH, AMS, Suisseculture.

Réponses spontanées: SSBA, VSK.

De l'avis de la *SSBA* et de la *VSK*, il est irréaliste d'envisager une présence uniforme des musées et des collections de l'OFC sur le marché et un regroupement de ces institutions au sein d'une organisation autonome. Ces deux projets sont voués à l'échec du fait, premièrement, de la trop grande hétérogénéité des musées, et deuxièmement, parce que les musées n'ont pas la taille suffisante pour fonctionner en tant qu'institution autonome. Les deux organisations proposent que les musées et les collections de l'OFC cherchent davantage à établir des partenariats au niveau local. Le musée Vela pourrait par exemple intensifier sa coopération avec le Museo cantonale de Lugano, et la collection Oskar Reinhart « Am Römerholz » en faire de même avec le musée Oskar Reinhart « Am Stadtgarten » et avec le Kunstmuseum de Winterthour.

Par ailleurs, la *SSBA* et la *VSK*, soutenues par le canton des *GR*, demandent l'assainissement financier de la fondation Gottfried Keller, et souhaitent que la collection d'art de la Confédération mène une politique d'achat tenant davantage compte des souhaits des musées d'art suisses.

4.4 Financement des musées et collections de tiers

Le projet mis en consultation ne contient nulle disposition concernant le subventionnement d'autres musées. Comme indiqué dans le rapport explicatif, cette question est abordée dans la loi sur l'encouragement de la culture, qui était en phase d'élaboration au moment où se déroulait la consultation.

Le 8 juin 2007, le Conseil fédéral a transmis au Parlement le projet de loi sur l'encouragement de la culture et le message correspondant. Selon l'art. 9, al. 1, en relation avec l'art. 6, du projet de loi, la Confédération peut soutenir les musées, les collections et les réseaux de tiers actifs dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine culturel, notamment en leur allouant des aides financières pour couvrir les coûts des projets. Selon l'art. 9, al. 2, du projet de loi, des aides financières peuvent aussi être allouées pour couvrir les coûts d'exploitation des collections et des réseaux.

La grande majorité des cantons et quelques autres destinataires (*Les Verts, UVS, ZH-S, LU-S, SAB, CAD, MAS* et *CVSC*) demandent que soit créée une disposition destinée à soutenir financièrement les autres musées et collections d'importance nationale. Il ressort implicitement de ces prises de position que la disposition sur les subventions ne doit pas se limiter au soutien du patrimoine culturel comme le prévoit l'art. 9 de la loi sur l'encouragement de la culture.

Par ailleurs, une partie des milieux susmentionnés souhaitent que la Confédération alloue également des aides financières pour des projets destinés à renforcer la coopération entre musées et collections d'importance nationale et pour la coordination nationale des collections.

5 Autres suggestions et remarques

Diverses suggestions et remarques ont par ailleurs été formulées sur les points suivants (sans tenir compte de questions de détail de moindre importance):

- Le *PSS* et la *LMK* exigent une présence permanente du Musée national suisse dans le canton du Tessin.
- Certains demandent la suppression du commentaire suivant, qui concerne l'art. 7 du projet: « Le Musée national suisse s'adresse à l'ensemble de la population vivant en Suisse ; c'est en cela qu'il se démarque des musées historiques cantonaux ». (cantons *AG*, *BE* et *ZG* et *CDIP*).
- Il convient de clarifier la situation de certains fonds archéologiques qui se trouvent au Musée national suisse de Zurich (cantons *LU* et *TI*).
- L'*UDC* exige un accroissement sensible du taux d'autofinancement du Musée national suisse, tandis que les cantons *SH* et *ZH* jugent « illusoire » un accroissement de ce taux.
- Les prestations proposées aux autres musées par le nouvel établissement doivent être gratuites (cantons *UR* et *VD*). Cela vaut notamment pour le prêt de collections (*ICOM-CH*).
- Le rattachement du Musée des automates à musique de Seewen à l'OFC doit être inscrit dans la loi (canton *SO*).
- Il faut garantir que les locaux et les expositions du Musée national suisse soient aménagés pour les personnes handicapées (*Egalité Handicap* et *USS*).

6 Annexe

6.1 Destinataires de la consultation

Cantons

ZH	Canton de Zurich
BE	Canton de Berne
LU	Canton de Lucerne
UR	Canton d'Uri
SZ	Canton de Schwyz
OW	Canton d'Obwald
NW	Canton de Nidwald
ZG	Canton de Zoug
FR	Canton de Fribourg
SO	Canton de Soleure
BS	Canton de Bâle-Ville
BL	Canton de Bâle-Campagne
SH	Canton de Schaffhouse
AR	Canton d'Appenzell Rhodes extérieures
AI	Canton d'Appenzell Rhodes intérieures
SG	Canton de St-Gall
GR	Canton des Grisons
AG	Canton d'Argovie
TG	Canton de Thurgovie
TI	Canton du Tessin
VD	Canton de Vaud
VS	Canton du Valais
NE	Canton de Neuchâtel
GE	Canton de Genève
JU	Canton du Jura

Partis

PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
Les verts	Parti écologiste suisse Les Verts
PRD	Parti radical-démocratique suisse
PSS	Parti socialiste suisse
UDC	Union démocratique du Centre

Associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne

ACS	Association des communes suisses
UVS	Union des villes suisses
SAB	Groupement suisse pour les régions de montagne

Associations faîtières de l'économie

USS	Union syndicale suisse
-----	------------------------

Milieux et organisations intéressées

ICOM-CH	Comité international des musées, comité national suisse
Suisseculture	Suisseculture
AMS	Association des musées suisses
LMK	Commission fédérale pour le Musée national suisse
ssp	Syndicat des services publics

Réponses spontanées

ZH-S	Ville de Zurich
LU-S	Ville de Lucerne
SSBA	Société Suisse des Beaux-Arts
VSK	Vereinigung Schweizer Kunstmuseen
GMS	Gesellschaft des Museums für Musikautomaten Seewen
CAS	Club Alpin Suisse
Baldinger	Oskar Baldinger, 5222 Umiken
MAS	Musée alpin suisse
CDIP	Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique

CVSC	Conférence des villes suisses en matière culturelle
ministeredelaculture	ministeredelaculture.ch (ministère culturel alternatif de Suisse élu par les artistes)
FSS	Fédération Suisse des Sourds
ACC	Association des cadres de la Confédération

6.2 Tableau statistique

Les 53 réponses enregistrées se répartissent comme suit:

	Invités à s'exprimer	Avis enregistrés
Gouvernements cantonaux	26 et la CDIP	25
Partis politiques	16	5
Communes, villes, régions de montagne	3	3
Économie	8	1
Milieux intéressés	6	5
Réponses spontanées	0	14
TOTAL	60	53